



16^a Assemblée plénière de ParlAmericas

#ParlAmericas2019 #ParlAmericasSDG

La 16^e Assemblée plénière de ParlAmericas, qui a eu lieu au Sénat du Paraguay, a réuni des parlementaires, membres de personnel parlementaire, experts, et représentantes et représentants de la société civile, pour parler de stratégies et de bonnes pratiques à mettre en place pour renforcer le rôle important des parlements pour accélérer la progression et élever l'ambition à réaliser l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD). L'Assemblée plénière a débuté avec un discours de bienvenue du sénateur **Patrick Kemper** (Paraguay), hôte de cette rencontre, de la membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur), 2^e vice-présidente de ParlAmericas et présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique, et de la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), 2^e vice-présidente de ParlAmericas et présidente de son Réseau pour un parlement ouvert. Des représentants du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour l'Amérique et les Caraïbes ont assisté à cette séance inaugurale, et dans le discours magistral, l'administrateur du PNUD **Achim Steiner** a décrit les étapes essentielles que les parlements doivent passer pour stimuler la transformation nécessaire à atteindre les ODD et ne laisser personne pour compte.

THÈME

Accélérer la progression de l'Agenda 2030 : Des bonnes pratiques pour l'action parlementaire

LIEU

Asunción, Paraguay

DATE

30 octobre - 1^{er} novembre 2019

PARTICIPANTS

Plus de 70 parlementaires, membres de personnel parlementaire, experts, et représentantes et représentants de la société civile provenant de 21 pays



Cette activité s'aligne avec les 17 Objectifs de développement durable



En tant que représentants élus du peuple, les parlementaires sont dans une position unique pour entraîner le processus de « localisation » vers l'avant, traduisant les objectifs internationaux en engagements pertinents au niveau national qui reflètent les points de vue, les intérêts et les aspirations d'une grande diversité de citoyennes et de citoyens. Ils sont les principaux responsables de promouvoir des politiques favorisant la durabilité environnementale, la croissance inclusive et la paix. Cela est tout aussi vrai, voire encore plus, quant à leur rôle d'adopter et d'examiner le budget du gouvernement. En outre, du fait de représenter les opinions des citoyennes et des citoyens, et de demander des comptes au pouvoir exécutif, les parlements sont des partenaires indispensables pour assurer la gouvernance inclusive, participative et transparente qui est à la base de l'Agenda 2030.



Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)



Séance plénière d'ouverture

L'Assemblée plénière étant la réunion générale annuelle de ses membres, incluait une séance consacrée aux affaires statutaires. C'est le sénateur **Patrick Kemper** (Paraguay), hôte de l'Assemblée plénière, qui a présidé cette séance. L'honorable **Arthur E. Holder** (La Barbade), président de l'Assemblée et membre du Conseil de ParlAmericas, a remis le rapport annuel du Conseil aux membres de ParlAmericas.

Cette session a également permis d'informer les délégations parlementaires des progrès accomplis dans chaque champ de travail de ParlAmericas. Des représentantes et représentants de chaque réseau thématique ont souligné les sessions de travail et les rencontres clés, ainsi que les ressources de connaissances et espaces communautaires en ligne associés élaborés au cours de cette année pour aider les parlementaires et renforcer les bonnes pratiques dans l'hémisphère. Ces rapports ont été remis par la députée **Cristina Cornejo** (Le Salvador), vice-présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas pour l'Amérique centrale; la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas; et la membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas. **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas, a également informé les délégations des opérations de l'organisation et des contributions des donateurs et parlements faites à ses activités.



Le Secrétariat international de ParlAmericas s'est engagé à officialiser sa participation à l'initiative [Climate Neutral Now](#), laquelle vise à encourager et à aider tous les niveaux de la société à prendre des actions climatiques concrètes et à œuvrer pour avoir un impact neutre sur le climat d'ici la seconde moitié du 21^e siècle. Dans le cadre de ses efforts pour réduire son empreinte carbone, le personnel est parvenu à compenser tous ses déplacements pour les activités de ParlAmericas en 2019. Les participantes et participants sont invités à faire leur part et à compenser leurs déplacements via la [Plate-forme de compensation carbone des Nations unies](#).

Les ODD constituent la plus grande matrice dont nous disposons pour garantir la progression de nos pays. Ils nous aident à promouvoir des politiques publiques visant à rendre nos actions transparentes et à contribuer ainsi au bien-être de nos citoyennes et citoyens. Il est urgent d'intégrer les ODD à un plan stratégique qui, grâce à une analyse précise et à des évaluations quantifiables, nous permettra de mesurer les réalisations et de corriger les erreurs.



Sénateur **Patrick Kemper** (Paraguay),
hôte de la 16^e Assemblée plénière

Le parlement ouvert est un pilier essentiel de l'action de cette organisation pour regagner la confiance des citoyennes et citoyens envers le secteur politique. Les parlements ont une mauvaise image, la classe politique suscite de la méfiance, et nous devons retrouver la valeur de la politique et la relier à son objectif fondamental qui est l'intérêt général. Le parlement ouvert est une tendance irréversible dans le monde, et avec son travail, ParlAmericas aide notre région à bâtir et à développer une véritable ouverture parlementaire.



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay),
présidente du Réseau pour un parlement
ouvert de ParlAmericas

Les principaux sujets sur lesquels nous avons travaillé cette année sont l'autonomisation économique des femmes et les partenariats avec la société civile pour promouvoir les engagements de nos gouvernements en matière d'égalité des genres tout en appliquant une approche intersectorielle ayant un impact sur notre quotidien .



Députée **Cristina Cornejo** (Le Salvador),
vice-présidente du Réseau parlementaire
pour l'égalité des genres de ParlAmericas
pour l'Amérique centrale

Il faut agir maintenant contre le changement climatique. Nous n'avons plus le temps d'attendre de prendre des mesures pour couvrir ces sujets importants, nous devons agir maintenant! Les rencontres de ParlAmericas nous permettent d'aborder les sujets pertinents pour les parlements de la région.



Membre de l'Assemblée nationale
Ana Belén Marín (Équateur), présidente du
Réseau parlementaire sur le changement
climatique de ParlAmericas

Je consacre tout mon travail et tous mes efforts à renforcer le rôle des parlements et au dialogue social, lequel est fondamental pour renforcer la démocratie dans nos pays.



Membre de l'Assemblée nationale
Elizabeth Cabezas (Équateur),
présidente de ParlAmericas

Lors de notre conversation sur l'orientation stratégique de la planification des prochains programmes de ParlAmericas, le Conseil a réitéré l'importance de continuer à mettre l'accent sur la coordination et la collaboration avec d'autres organismes et d'intégrer le point de vue des jeunes dans les événements et les discussions.



L'honorable **Arthur E. Holder** (Barbade),
président de l'Assemblée législative et
membre du Conseil de ParlAmericas

Résultats des élections du Conseil d'administration de ParlAmericas 2019-2021

(tous les postes ont été pourvus par acclamation)

Caraïbes: Cuba, Sainte-Lucie

Amérique centrale: Le Salvador, Panama

Amérique du Sud: Argentine, Paraguay

PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS

ParlAmericas remercie l'honorable député **Robert Nault** (Canada) pour son leadership et sa vision durant son mandat en tant que président de ParlAmericas. Ce mandat touchant à sa fin, et conformément aux réglementations de ParlAmericas, la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), auparavant vice-présidente de ParlAmericas, assumera la présidence jusqu'à la fin de ce mandat, en 2020.

ParlAmericas est dirigée par des parlementaires et pour les parlementaires, avec un [Conseil d'administration](#) composé de **législatrices et législateurs représentant 17 pays** d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, ainsi que des Caraïbes. Les membres du Conseil sont élus pour un mandat de deux ans par les parlements membres de ParlAmericas lors de l'Assemblée plénière annuelle.

La séance d'ouverture a été suivie par une série de sessions de travail au cours desquelles les délégués et les déléguées ont écouté des spécialistes et d'autres parlementaires présenter des bonnes pratiques et des mécanismes existants, ainsi que des stratégies et le rôle des parlements dans la contribution et le suivi de la progression pour mettre en œuvre les ODD. Les participantes et participants ont échangé des expériences sur la façon dont leur parlement s'est organisé pour mieux appuyer l'Agenda 2030 et ont discuté de l'importance de l'égalité des genres en tant que condition essentielle pour atteindre les 17 ODD. Pour finir, ils ont exploré des opportunités de partenariats et de collaboration pour renforcer leur contribution à un avenir plus durable. Cela a abouti lors d'une séance plénière finale avec l'adoption de la déclaration de cette rencontre.



Session 1 : Examiner la progression régionale de la mise en œuvre des ODD d'un point de vue parlementaire

La première session de travail, « Examiner la progression régionale de la mise en œuvre des ODD d'un point de vue parlementaire », a été modérée par la députée **Cristina Cornejo** (Le Salvador), vice-présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas pour l'Amérique centrale. Cette session a donné un aperçu général de la situation actuelle et de la progression de la mise en œuvre des ODD dans l'hémisphère, quatre ans après l'adoption de l'Agenda 2030. Elle a également permis d'aborder le rôle important des parlements dans ces efforts et les opportunités de contribuer à ce processus. L'intervenant **Emanuele Sapienza**, conseiller politique, Centre régional du PNUD au Panama ([présentation](#) en anglais), a présenté un aperçu des progrès réalisés en Amérique et dans les Caraïbes, ainsi que des exemples concrets des principaux défis et obstacles que les pays de cet hémisphère rencontrent dans la mise en œuvre des ODD. Pendant cette session, la membre de l'Assemblée législative et membre du Conseil de ParlAmericas **María Inés Solís Quirós** (Costa Rica), a présenté une publication élaborée par ParlAmericas et le PNUD sur « Le rôle du parlement dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. *Version adaptée pour l'Amérique et les Caraïbes.* »

Cette session s'est terminée avec un travail en table ronde où les participants ont échangé leurs expériences et élaboré des recommandations concrètes d'actions visant à progresser dans la réalisation d'ODD spécifiques à travers l'exercice de leurs fonctions parlementaires.



Cette publication présente des mécanismes, des instruments et des pratiques que les parlements de l'hémisphère utilisent afin d'intégrer les ODD dans leur travail et de contribuer à la mise en œuvre effective de l'Agenda 2030 dans leur pays. Dans un dialogue avec les acteurs concernés, les parlements et leurs membres sont les mieux placés pour déterminer les meilleures façons de jouer un rôle actif dans la réalisation des ODD. Le présent guide vise à appuyer ce dialogue en Amérique et dans les Caraïbes : 1) en fournissant un cadre pour évaluer et élaborer des options de mobilisation; 2) en apportant des informations sur des bonnes pratiques; et 3) en abordant les possibilités et les difficultés de l'application des normes internationales dans le travail parlementaire. Consultez cette publication [ici](#) (en anglais).

Cette publication présente des mécanismes, des instruments et des pratiques que les parlements de l'hémisphère utilisent afin d'intégrer les ODD dans leur travail et propose de bonnes pratiques institutionnelles qui seront très utiles pour aider nos législatures à entreprendre des initiatives similaires respectant les différences entre nos systèmes.



Membre de l'Assemblée législative
María Inés Solís, membre du
Conseil de ParlAmericas



Le développement durable requiert un travail simultané des côtés politique, social, économique et environnemental. Les parlements jouent un rôle central dans la mise en œuvre des ODD, mais il y a une vraie marge d'amélioration et des événements comme l'Assemblée plénière de ParlAmericas et les discussions comme celle que nous avons aujourd'hui peuvent nous aider à avancer dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de ces objectifs.



Emanuele Sapienza, conseiller politique,
Centre régional du PNUD au Panama



Un budget plus conséquent doit être alloué aux instituts nationaux des statistiques afin qu'ils puissent produire et collecter des données et des statistiques générales et segmentées sur la mise en œuvre des ODD. Une commission parlementaire doit être créée pour promouvoir tout type d'initiatives participant à la progression de l'Agenda 2030.



Membre de l'Assemblée législative
Ana Lucía Delgado (Costa Rica)

L'engagement de la société civile dans la mise en œuvre et le suivi des ODD est essentiel à la progression de l'Agenda 2030. Les informations et données nécessaires pour produire des statistiques doivent être transparentes, réelles et fiables pour que la répartition des ressources favorise véritablement la réduction des inégalités.



Députée **Mónica Bautista** (Mexique)



Le contrôle du budget de nos républiques doit répondre aux besoins des ODD. L'information doit être centralisée pour faciliter son accès, non seulement pour les parlementaires ou fonctionnaires, mais aussi pour les citoyens, pour que l'accès à l'information soit plus efficace. Des unités parlementaires doivent aider les parlementaires à obtenir davantage d'informations sur la progression de l'Agenda 2030.



Membre de l'Assemblée législative
Maytee Iraheta (Le Salvador)

Ce sujet vous intéresse? Regardez la vidéo de cette session sur notre [Chaîne YouTube ParlAmericas](#).

Session 2 : De la parole aux actes – Études de cas sur l’adaptation et les progrès des parlements dans la réalisation de l’Agenda 2030

Durant la deuxième session de travail, « De la parole aux actes – Études de cas sur l’adaptation et les progrès des parlements dans la réalisation de l’Agenda 2030 », les intervenants et participants ont échangé leurs expériences, leurs progrès, leurs réussites et les obstacles qu’ils ont rencontrés face aux exigences pour contribuer à la mise en œuvre et au suivi des ODD dans leurs pays respectifs, ainsi qu’à la conformité interne aux objectifs et cibles de développement durable. Cette session a été modérée par la députée **Juliet Cuthbert Flynn** (Jamaïque), membre du Conseil de ParlAmericas.

La sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay) ([présentation](#) en anglais) a expliqué comment les initiatives pour un parlement ouvert peuvent faciliter le suivi des ODD, et l’importance du contrôle parlementaire pour atteindre ces objectifs. Elle a mentionné la Plateforme numérique de suivi législatif des ODD (inspirée de [Parlamento2030](#)) qui permet aux parlementaires et au public de faire le lien entre les projets de loi et l’agenda national pour le développement. La députée **Nielsen Pérez** (Costa Rica) ([présentation](#) en anglais) a parlé des progrès du Parlement du Costa Rica dans la mise en œuvre des ODD suivant une feuille de route au sein de l’Assemblée législative comprenant des formations destinées aux parlementaires et aux fonctionnaires du parlement, le suivi des ODD dans la législation et le suivi de la progression dans cinq domaines (législation, contrôle politique, participation citoyenne, budget national et politiques institutionnelles). La sénatrice et membre du Conseil de ParlAmericas **Antares Vázquez Alatorre** (Mexique) a parlé des efforts du Sénat mexicain pour aborder les ODD, dont un nouveau groupe de travail chargé de suivre leur progression.

Cette session s’est terminée avec une série d’interventions et de questions de la part des déléguées et des délégués, à partir des expériences de leur pays respectif et de leurs réflexions personnelles.



Le Costa Rica a été le premier pays au monde à signer un pacte national pour les ODD, dans lequel les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi que le tribunal électoral, des institutions autonomes et les 81 municipalités du pays sont impliqués. Ce pacte implique une architecture institutionnelle de suivi d'un Comité technique des ODD à un Forum national des ODD. Un Conseil de haut niveau des ODD a aussi été créé et est présidé par le Président de la République.



Députée **Nielsen Pérez** (Costa Rica)

Le groupe de travail de suivi des ODD a été créé pour promouvoir l'Agenda 2030 et quatre sous-groupes ont été créés pour atteindre les ODD. Il y a un progrès systématique au Mexique dans la mise en œuvre du Plan de développement national conformément aux Objectifs de développement durable. On a également effectué un excellent travail de sensibilisation sur ce que visent les ODD, afin d'encourager la réflexion sur leur intégralité dans tous les aspects de notre vie.



Sénatrice **Antares Vázquez Alatorre** (Mexique), membre du Conseil de ParlAmericas

La Jamaïque a donné la priorité à la réalisation des ODD au niveau national, via l'élaboration d'une Feuille de route pour la mise en œuvre des ODD décrivant l'alignement des ODD avec les priorités nationales définies dans le plan de développement national (Vision 2030 Jamaica), ainsi que les mécanismes de coordination institutionnelle qui aideront la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ces objectifs. Pour appuyer le contrôle parlementaire de cette mise en œuvre, toutes les propositions d'affectations et budgétaires présentées au parlement pour validation alignent les dépenses prévues avec les ODD correspondants.



Députée **Juliet Cuthbert Flynn** (Jamaïque), membre du Conseil de ParlAmericas





“ Au Panama, un certain nombre de plans et programmes nous permettent de recevoir des informations à jour sur les 17 ODD. En plus du parlement, plusieurs lois conformes aux ODD ont été approuvées depuis 2015 et promeuvent la réalisation de l'Agenda 2030 dans le pays. L'Assemblée nationale compte un bureau de participation citoyenne chargé de promouvoir les ODD au sein du pays. ”



Membre de l'Assemblée nationale
Alain Cedeño (Panama)

“ Le Suriname a récemment entamé sa progression pour réaliser l'Agenda 2030 et mettre en œuvre les ODD avec des mécanismes comme l'alignement de ces derniers avec le budget et un plan sur cinq ans. Un processus a été mis en place pour que les parlementaires alignent les ODD avec les plans du gouvernement. Nous avons besoin de données ciblées, mais nous y travaillons. ”



Présidente de l'Assemblée nationale
Jennifer Simons (Suriname), membre du Conseil de ParlAmericas et vice-présidente adjointe du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique du Sud



Ce sujet vous intéresse? Regardez la vidéo de cette session sur notre [Chaîne YouTube ParlAmericas](#).

Session 3 : L'égalité des genres : une condition essentielle pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable

La troisième session de travail, « L'égalité des genres : une condition essentielle pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable », a évalué la situation de la région quant à l'ODD 5 sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, et ses liens avec les autres priorités de développement durable. Les intervenantes ont fait part de leurs connaissances sur différentes cibles de l'ODD 5 et ont souligné les données requises pour suivre les progrès. Cette session a été facilitée par la sénatrice **Rosa Gálvez** (Canada), ([présentation](#) en anglais) qui a expliqué que l'égalité des genres est une condition essentielle pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable.

Lors son intervention, **Dosia Calderón**, responsable principale de Filles, pas épouses pour l'Amérique latine et les Caraïbes ([présentation](#) anglais), a parlé de la cible 5.3 : Mariage des enfants, précoce et forcé, et a donné un aperçu de la situation régionale et du rôle des parlementaires dans l'élimination de ce problème. **Ayesha Constable**, conseillère auprès de FRIDA - Young Feminist Fund, et représentante caribéenne du Réseau de jeunes pour des solutions de développement durable ([présentation](#) en anglais), a expliqué que le fait de promouvoir l'égalité et la résilience face au climat à travers la propriété de terres est intimement lié aux droits fondamentaux comme la sécurité alimentaire, la santé, l'accès à l'eau, un travail décent et un foyer sûr. Enfin, durant son intervention, **Melania Canales Poma**, présidente de l'Organisation des femmes andines et autochtones amazoniennes du Pérou ([présentation](#) en anglais), a expliqué qu'une augmentation du leadership des femmes au niveau communautaire et dans les négociations internationales a un impact positif et réciproque sur le nombre de femmes siégeant au parlement national, dans les gouvernements locaux ou à des postes de direction.

Cette session s'est terminée avec une série d'interventions et de questions de la part des déléguées et des délégués.



Les parlements jouent un rôle central dans l'adoption et la mise en œuvre des cadres législatifs et de stratégies nationales visant à promouvoir l'égalité des genres, ce qui est un prérequis pour progresser dans tous les Objectifs de développement durable, et accélérer cette progression.



Sénatrice **Rosa Gálvez** (Canada), vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord

Aujourd'hui, il existe de nombreuses difficultés à changer les constructions sociales et culturelles néfastes sur ce que signifie être une femme ou un homme, et où des pratiques ont donné l'avantage à un sexe ou genre par rapport à l'autre. Dans ces cas, l'expérience législative est essentielle pour apporter un changement dans notre région.



Dosia Calderón, responsable principale de Filles, pas épouses

À moins que l'égalité des genres ne soit étendue aux droits fonciers et à la propriété, l'Agenda 2030 pour le développement durable sera impossible.



Ayesha Constable, conseillère auprès de FRIDA - Young Feminist Fund, et représentante caribéenne du Réseau de jeunes pour des solutions de développement durable



Les femmes autochtones ont toujours été cachées. Le racisme et la discrimination ont été si virulents que nous n'avions pas le droit d'être présentes dans les espaces ou postes publics. Seuls quatre des 169 cibles des ODD mentionnent les personnes autochtones. Les femmes autochtones ne sont pas mentionnées une seule fois. Rien qu'au Pérou, les femmes représentent 51 % de la population autochtone.



Melania Canales Poma, présidente de l'Organisation des femmes andines et autochtones amazoniennes du Pérou

Ce sujet vous intéresse? Regardez la vidéo de cette session sur notre [Chaîne YouTube ParlAmericas](#).

Session 4 : Encourager des partenariats et le travail collaboratif pour un avenir durable



Lors de la dernière session de travail, « Encourager des partenariats et le travail collaboratif pour un avenir durable », les intervenants ont présenté la façon dont la coopération et la participation significative de différents acteurs publics et de la société civile sont essentielles pour promouvoir la réalisation de l'Agenda 2030. Cette session a été modérée par le sénateur **Ranard Henfield** (Bahamas), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour les Caraïbes.

L'intervenante **Jessica Domínguez**, département du développement durable chez Allcot ([présentation](#) en anglais), a expliqué le rôle du secteur privé dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, et les stratégies, processus et outils qu'ils utilisent pour aider les sociétés privées à contribuer davantage à cet objectif mondial. Durant son intervention, **Emanuele Sapienza**, conseiller politique, Centre régional du PNUD au Panama ([présentation](#) en anglais), a expliqué le rôle des Nations unies dans l'appui de la mise en œuvre nationale des ODD et pourquoi les partenariats et le travail collaboratif sont nécessaires à un avenir durable. Lors de la dernière intervention de la session, **Fabián Forestieri**, directeur des relations institutionnelles du Bureau du vérificateur général de la République du Paraguay ([présentation](#) en anglais), a parlé du rôle du vérificateur général dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, et a fait part de l'expérience de collaboration de son bureau avec d'autres parties prenantes comme le parlement et les gouvernements locaux et national à ces fins.



Cette session a été suivie d'un travail interactif en table ronde où les participantes et participants ont parlé des différentes difficultés qu'ils avaient déjà identifiées en matière de mise en œuvre ou de contrôle des politiques gouvernementales pour atteindre les ODD, dans le but d'explorer des solutions possibles. Ils ont fait part de leurs expériences et bonnes pratiques et ont apporté des réflexions et des suggestions pour aborder ces difficultés, résumées dans le tableau ci-dessous.

Difficultés

- Affectation et contrôle des ressources dans le sens des ODD
- Planification stratégique sur le long terme pour atteindre les ODD
- Suivi linéaire des ODD au lieu de global
- Besoin de renforcer les capacités des parlementaires et fonctionnaires en matière d'ODD
- Collecte de données régulière et en temps opportun pour mesurer la progression des cibles
- Financement limité pour la mise en œuvre des ODD
- Besoin d'harmoniser les plans sectoriels nationaux avec les ODD
- Besoin de cadres plus forts au sein du gouvernement local afin de localiser la mise en œuvre des objectifs

Opportunités de collaboration pour affronter les difficultés

- Les parlements peuvent travailler en étroite coopération avec des organismes gouvernementaux ayant des responsabilités de contrôle, et créer une communication interinstitutionnelle pour échanger des informations utiles à la mise en œuvre des ODD.
- Il faut renforcer les dialogues et les consultations avec toutes les parties prenantes intéressées pour garantir que personne ne soit laissé pour compte.
- Le suivi des ODD doit être global et non linéaire, et il doit impliquer toutes les parties prenantes intéressées et tous les bureaux gouvernementaux.
- Les parlements peuvent coopérer et signer des accords de collaboration avec des organisations internationales et des ONG pour proposer des ateliers sur des problèmes pertinents, en particulier aux parlementaires récemment élus.
- Il peut être utile de réunir le bureau des statistiques, des ONG, des organisations communautaires, et des organisations internationales collectant des données, pour échanger et comparer des informations, et il est important d'impliquer les universitaires dans l'analyse des données.
- Améliorer la collaboration avec la société civile et le secteur privé peut aider à mettre en priorité les sujets les plus urgents, et à les aborder rapidement, lorsque les fonds disponibles ne sont pas suffisants pour agir sur tous les ODD en même temps.
- L'[outil d'évaluation rapide et intégrée](#) du PNUD peut aider les pays à intégrer les ODD dans les plans nationaux et sous-nationaux, en les aidant à évaluer leur préparation à la mise en œuvre des ODD.

Malheureusement, les secteurs public et privé travaillent habituellement de façon très éloignée, mais depuis l'adoption de l'Accord de Paris, ils ont trouvé de nombreux points communs et un objectif visant à favoriser les partenariats, à renforcer les ODD, étant donné que nous avons très peu de temps pour les mettre en œuvre et les atteindre.



Jessica Domínguez, département du développement durable d'Allcot

La fonction de vérificateur est intrinsèquement liée à la réussite des ODD et de l'Agenda 2030 dû à son contrôle de l'État et des fonds publics. Cela se fait conjointement avec les parlements, qui sont chargés de cristalliser des politiques publiques pour les citoyens en promouvant la démocratie pour toutes et tous.



Fabián Forestieri, directeur des relations institutionnelles du bureau du Vérificateur général de la République du Paraguay

La traçabilité des ODD doit se faire dès la conception de toute loi, rendant clairs les objectifs qui y sont liés. Mais pour cela, les parlementaires et le personnel de soutien doivent être formés.



Sénateur **Ranard Henfield** (Bahamas), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour les Caraïbes

Les petits États ont des préoccupations qui leur sont propres, comme par exemple un manque de ressources humaines et des difficultés à trouver l'expertise technique nécessaire pour exécuter beaucoup des choses requises par les ODD et l'Agenda 2030. À Grenade, la responsabilité de contrôle parlementaire est floue étant donné qu'il n'y a pas d'opposition et qu'il n'y a techniquement aucune division claire des pouvoirs entre les branches législative et exécutive.



Président du Sénat **Chester A. Humphrey** (Grenade), vice-président du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres pour les Caraïbes



Sénateur **Ovidio Peralta** (Mexique)

Ce sujet vous intéresse? Regardez la vidéo de cette session sur notre [Chaîne YouTube ParlAmericas](#).

L'Assemblée plénière s'est terminée par la lecture de la [déclaration](#) adoptée par la délégation de chaque parlement représenté par le sénateur **Amado Florentín** (Paraguay). Elle reconnaît que les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer dans la réalisation des ODD, lesquels sont un appel à l'action urgent de tous les pays, et que les principes d'inclusion et de ne laisser personne pour compte doivent aller de pair avec des stratégies améliorant la santé et l'éducation, réduisant les inégalités et favorisant la croissance économique, tout en continuant de lutter contre le changement climatique. Cette déclaration comprend les engagements suivants :

- Promouvoir de manière effective l'Agenda 2030 et la mise en œuvre de tous les ODD à travers l'exercice de nos fonctions d'élaboration des lois, de contrôle, d'affectation budgétaire et de représentation, ainsi que dans les processus parlementaires internes;
- Examiner les ressources attribuées à la réalisation des ODD, y compris les fonds de développement internationaux, pour nous assurer qu'elles produisent des résultats durables et significatifs, mesurés grâce à l'adaptation nationale des indicateurs des ODD;
- Renforcer les mécanismes existants et en créer de nouveaux pour améliorer la participation citoyenne dans le processus décisionnel en matière de mise en œuvre des ODD, et garantir que les personnes les plus touchées par les pratiques sociales, environnementales et économiques non durables actuelles puissent exprimer leurs besoins et contribuer à élaborer des solutions;
- Prendre des mesures concrètes pour renforcer la collaboration avec les gouvernements nationaux et locaux, et avec des institutions de contrôle, pour contribuer à l'élaboration, à l'adoption et au suivi de cadres et plans nationaux visant la mise en œuvre efficace de l'Agenda 2030;
- Continuer à renforcer la capacité de nos parlements à garantir la création de cadres, mécanismes, processus et plans stratégiques pour l'Agenda 2030 et ses objectifs, et que ces derniers appuient efficacement la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des ODD.



Session de formation : Suivre les progrès des ODD à travers les dépenses publiques

Une session de formation intitulée « Suivre les progrès des ODD à travers les dépenses publiques » a été facilitée par la Dre **Helaina Gaspard**, directrice gouvernance et institutions, Institut des finances publiques et de la démocratie (IFPD) à l'Université d'Ottawa ([présentation](#) en anglais), en marge de la 16^e Assemblée plénière. Elle a invité les participantes et participants à envisager les fonds publics comme un prisme à travers lequel évaluer les priorités politiques et les résultats des gouvernements, et renforcer les pratiques d'examen des finances pour mieux surveiller la progression de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Grâce à cet atelier les participantes et participants ont examiné le processus du budget national en tant que voie importante par laquelle les parlements peuvent suivre et évaluer les progrès vers les ODD, car il s'agit du principal instrument politique qui identifie les recettes annuelles attendues et les dépenses prioritaires.

Cet atelier a donné lieu à une discussion qui a permis de regarder plus en détail les bureaux parlementaires ayant développé des outils afin d'aider les parlementaires à examiner les propositions budgétaires, les affectations aux programmes et l'exécution de ces derniers, et à comprendre leur impact sur la progression de leur pays vers les ODD.

Cette discussion a été modérée par le président de l'Assemblée **Arthur E. Holder** (Barbade), membre du Conseil de ParlAmericas. Le sénateur **Stephan Rasmussen** (Paraguay), ([présentation](#) en anglais) a parlé du travail de la Direction générale du contrôle de la gestion publique du Sénat pour élaborer des rapports aidant les parlementaires à examiner les dépenses budgétaires liées au Plan de développement national du Paraguay, lequel est conforme aux ODD. Durant son intervention, **Maria Eugenia David Du Mutel de Pierrepont**, directrice des études, de l'analyse et de l'évaluation du Bureau du budget du Congrès argentin ([présentation](#) anglais), a décrit la méthodologie employée par ce bureau pour éclairer les parlementaires sur la façon dont le budget national et les affectations aux programmes contribuent à la réalisation des ODD.

L'atelier s'est achevé avec un travail en table ronde durant lequel les participants ont analysé une étude de cas axée sur la budgétisation et l'évaluation des performances des programmes afin de promouvoir l'égalité des genres, avant d'échanger des recommandations.



ParlAmericas a présenté la première version de sa publication élaborée conjointement avec l'IFPD et l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale (GIFT), intitulée *Renforcer la responsabilité à travers l'ouverture financière : Kit d'outils pour les parlementaires de l'Amérique et des Caraïbes*. Elle donne un aperçu des bonnes pratiques visant à promouvoir la transparence, la responsabilité et la participation tout au long du cycle financier, et est conçue pour les parlementaires, le personnel parlementaire et les acteurs concernés en Amérique et dans les Caraïbes. Son lancement officiel est prévu pour l'an prochain.



Les parlementaires doivent approuver, rejeter, modifier voire proposer la façon de collecter et de dépenser l'argent public. C'est le fondement de la démocratie. Les parlementaires ont également l'opportunité d'utiliser leur fonction de contrôle tout au long du cycle financier pour évaluer l'action et l'inaction du gouvernement sur plusieurs questions, y compris la progression des ODD.



Dre **Helaina Gaspard**, directrice gouvernance et institutions, Institut des finances publiques et de la démocratie (IFPD)



Le rôle de la branche législative est essentiel pour atteindre les ODD. Il est nécessaire de comprendre ses priorités dans le budget pour faire avancer les ODD et réaliser l'Agenda 2030. L'identification des priorités doit être accompagnée de mécanismes servant à suivre l'exécution du budget pour chacun des objectifs et à identifier ainsi les résultats



Sénateur **Stephan Rassmusen** (Paraguay)



À partir de la conception des politiques publiques, nous pouvons identifier les dépenses prévues affectées à des actions liées ou découlant de la réalisation des ODD. De plus, la définition des priorités et l'élaboration des politiques peuvent être indépendantes ou avoir eu lieu avant les engagements pris dans l'Agenda 2030.



Maria Eugenia David Du Mutel de Pierrepont, directrice des études, de l'analyse et de l'évaluation du Bureau du budget du Congrès argentin





Lorsque nous parlons d'un sujet aussi sensible que la violence basée sur le genre et la difficulté à en comprendre l'ampleur, nous pouvons nous demander combien d'autres problèmes nous ne voyons même pas, ce qui rend notre travail de parlementaires difficile, et complique la capacité à faire avancer l'Agenda 2030 et à atteindre les ODD.



Députée **Claudia Domínguez** (Mexique)



Le manque d'information ou la malinformation rendent le travail parlementaire difficile, et nous devons faire de notre mieux pour résoudre ce problème à sa racine car sans des données correctes, nous ne pouvons pas avancer dans la réalisation des ODD.



Membre de l'Assemblée nationale
Maritza Espinales (Nicaragua),
membre du Conseil de ParlAmericas



Ce sujet vous intéresse? Regardez la vidéo de cet atelier sur notre [Chaîne YouTube ParlAmericas](#).



Parlements représentés



Antigua-et-Barbuda



Canada



Le Salvador



Honduras



Panama



Venezuela



Argentine



Costa Rica



Grenade



Jamaïque



Paraguay



Barbade



Cuba



Guatemala



Mexique



Suriname



Belize



Équateur



Guyana



Nicaragua



Bahamas

Canada



La 16^e Assemblée plénière de ParlAmericas a été possible grâce au soutien généreux du Sénat du Paraguay et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Podcast de ParlAmericas

Abonnez-vous au podcast de ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour accéder aux épisodes, y compris cette intervention, et d'autres présentations de cette Rencontre, ainsi que d'autres activités dans la région.



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703-155 rue Queen , Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

